

DÉFENDRE ET PROMOUVOIR LE CONSEIL GÉNÉRAL..

C'EST REFONDER LA RÉPUBLIQUE...

Les inégalités ne cessent de se creuser, la faiblesse des salaires, des pensions et des minima sociaux contribue à faire basculer les plus modestes dans la précarité, **la pauvreté s'étend et s'enracine...**

... Alors qu'on ne pourra sortir de la crise que par le choix du progrès social et le développement des services publics, Hollande et Valls **décident arbitrairement de programmer la disparition du Conseil général.**

Dans ces temps de défiance et de confusions générées par les tenants d'un ordre social profondément injuste, on ne dira jamais assez que le **Conseil général est une institution éminemment républicaine.**

Avec des élus au plus près des besoins des populations et des agents au savoir faire avéré, le Conseil général assure des missions sociales **pour un mieux vivre ensemble.**

Conseil général : bien commun et valeurs universelles

Cette institution s'inscrit dans la filiation de la Révolution française et **garantit l'application des droits sociaux acquis par les luttes citoyennes depuis 1789.**

Ses missions se réfèrent aux principes contenus dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elle-même relayée par la **déclaration universelle** du même nom qui, en 1948, par l'intermédiaire des Nations-Unies, est **devenue la première loi commune de toute l'humanité.**

Or c'est précisément **la solidarité** entre les êtres humains, cette valeur universelle, qui **est au cœur de l'action du Conseil général.**

S'opposer à ce projet social et politique de liquidation d'un bien commun constitue un impératif de caractère social politique.

Il faut le faire de manière ferme et massive.

Car aujourd'hui, dans ce contexte de crise qui frappe toutes les catégories de travailleurs, chacune et chacun d'entre nous peut avoir besoin de recourir à la solidarité nationale.

Qu'il s'agisse du maintien à domicile d'une personne âgée, de l'aide à apporter à la personne ou à l'enfant en situation de handicap, du soutien au retour à l'emploi ou encore d'aide à l'enfant pour sa santé, sa sécurité et son éducation, c'est bien le Conseil général qui a vocation à répondre à ce devoir de solidarité républicaine.

Savoir faire et indépendance, gages de la qualité du Service Public

En même temps, les statuts des agents du Conseil général, **gages de leur savoir faire et de leur indépendance à l'égard de l'employeur, sont directement mis en danger.**

Les agents sont menacés dans leur emploi, leur développement de carrière, leurs conditions de travail et de vie par un projet qui porte en son sein le démantèlement des missions sociales et leur éventuelle privatisation.

Le **service public** ne sera une référence sociale que si **ses moyens sont renforcés et si les conditions matérielles et statutaires des agents du Conseil général, fortement dégradées par les mesures libérales successives, sont garanties et considérablement revalorisées.**

Ce que propose le Parti Communiste Français

La crise de confiance de notre peuple dans la vie politique appelle une autre réforme.

Au cœur du Front de Gauche, le Parti Communiste Français propose une véritable refondation de notre République :

► Mise en place d'une assemblée constituante, chargée de mener un vaste débat national, creuset d'une nouvelle République, débarrassée notamment du présidentielisme, de la personnalisation de la vie politique et du cumul des mandats et des pouvoirs.

► Au cœur de cette nouvelle République, les collectivités locales seront organisées **selon les principes de la démocratie, de la souveraineté populaire, de la proportionnelle, de la proximité, de la coopération et du développement des services publics.**

La modification des limites territoriales d'une collectivité doit être fondée sur une volonté partagée et sur un projet politique et culturel cohérent. Toute modification doit être validée par un processus démocratique débouchant sur un référendum. **C'est au citoyen de décider.**

► Une réforme de la fiscalité permettant aux pouvoirs publics d'avoir les moyens d'agir pour l'intérêt général et la réponse aux besoins humains sera mise en œuvre prioritairement.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui refusent la casse des communes, des Conseils généraux et des régions d'apporter leur pierre à la construction d'une VIème république.



Fédération PCF13

280 rue de Lyon 13015 MARSEILLE

J'adhère à : contact@pcf13.fr - www.pcf13.fr

Nous vous donnons rendez-vous :

**Lundi 22 septembre
de 7H00 à 9H30
et de 11H30 à 14H00
devant l'entrée
du Conseil général.**

**En la présence d'élus
et de militants communistes.**



Signez la pétition et prononcez-vous pour un référendum sur la réforme des collectivités territoriales.

<http://13.pcf.fr/58766>

.....